



Care et économie sociale : quels enjeux ? p.13

"Care" and social economy : what's at stake? p.14

# Folio 57 mars 2011



La charte européenne de l'Ipse se dessine  
*The European Ipse's Charter is emerging*

Le semestre européen  
*The European Ipse's Charter is emerging*

La Hongrie assure la présidence de l'Union européenne : Inquiétude  
*The Hungarian presidency: trepidation*

L'Europe sociale se construit dans nos institutions  
*A Social Europe is taking shape in our institutions*

## Édito

3 - La personne : une maille de tissus solidaires

3 - *The individual: A thread in the fabric of solidarity*

## A propos

4 - L'Europe sociale se construit dans nos institutions

6 - *A Social Europe is taking shape in our institutions*

Bernard Petit-Jean

## Folioles

7 - La charte européenne de l'Ipse se dessine

7 - *The European Ipse's Charter is emerging*

7 - En mars, AG de l'Ipse

7 - Synergie sur les soins transfrontaliers

8 - «Participation et performance»

8 - Austérité, gouvernance économique et politiques sociales

## Dialogue

9 - La Hongrie assure la présidence de l'UE : inquiétude

11 - *The Hungarian presidency: trepidation*

9 - Zita Gurmai : Une hongroise active au Parlement européen

Jean-Pierre Bobichon

## Folioscopie

13 - Care et économie sociale : quels enjeux?

14 - «Care» and social economy : what's at stake?

Denis Stokkink

## Foliofocus

15 - Solidaritas International

16 - *Solidaritas International*

## Echotiers

17 - Le semestre européen

17 - *The European Semester*

## Reflets d'Europe

18 - Trafic d'êtres humains en Europe

18 - AXA loge la «diplomatie» européenne

18 - *La Grèce : pas de tourisme pour 144 personnes dans un espace de 110m<sup>2</sup>*

## Foliothèque

19 - A lire...

<http://www.euroipse.org>



## Ipse

92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris  
Tél. 33 1 40 37 13 88 - Fax : 33 1 40 36 07 65  
europe sociale@euroipse.org  
<http://www.euroipse.org>

### FOLIO 57

mars 2011 ISSN 1278-6160

### Directeur de la publication :

Dominique Boucher

### Rédacteurs :

Dominique Boucher, Simon Loréal,  
Bernard Petit-Jean, Jean-Pierre Bobichon,  
Denis Stokkink

### Traductions :

Corporate Editions

### Dessins :

Jean-Pierre Terrien tél. 09 79 20 55 59  
contact@in-medias.fr  
<http://www.atraitdessin.com>

### Conception, réalisation et impression :

Lillianne Camard

## AGENDA folio 57

### Commission CSA

Mercredi 27 avril à 9h30

### Commission Synergie

Mardi 10 mai à 9h30

### Comité exécutif

Mercredi 11 mai à 9h

### Conseil d'Administration

Mercredi 25 mai à 9h30

# La personne : une maille de tissus solidaires



Dominique Boucher, délégué général de l'Ipse

# The individual: A thread in the fabric of solidarity

La XXXVII<sup>e</sup> Rencontre Ipse se tiendra à Varsovie les 4 et 5 Juillet. Le sujet de cette nouvelle manifestation est la reconnaissance de la personne (autre qualification de l'individu) au cœur des nouvelles solidarités.

Nos systèmes de sécurité sociale ainsi que les régimes de protection sociale complémentaire se sont construits dans l'émergence de solidarités professionnelles, parfois aussi locales, ou plus tard sous un mode universel. Aujourd'hui, à des degrés divers de mixage, ces modèles historiques, qualifiés selon un sabir entendu de bismarckien et beveridgien, se côtoient et se croisent dans la protection sociale de chaque Etat membre.

Le socle de ces systèmes repose sur une solidarité collective couvrant pour tout ou partie les risques liés pour l'essentiel à la perte de revenus ou à la santé, destinée à tous ou à une partie des populations.

Les crises récentes et actuelles ont permis, s'il en était nécessaire, d'apprécier la capacité des instruments collectifs que sont la sécurité sociale et les organismes complémentaires de la protection sociale solidaire, à en endiguer les effets sociaux mais aussi économiques.

Toutefois, dans un contexte économique instable et lourd en incertitudes, dans une période de réduction des dépenses publiques en but aux déficits budgétaires, la vague de plan d'austérité vise paradoxalement les régimes sociaux.

De plus, et alors que la maîtrise des dépenses impose à l'individu une plus grande contribution individuelle ou à reste à charge plus conséquent, le vieillissement démographique et l'évolution de nouveaux modes de vie (la dépendance, entre autres) nécessite des réponses à ces nouveaux risques, qui devraient être supportés par la responsabilité collective.

Reprenant Norbert Elias, ce sociologue qui a tant apporté au lien entre la personne et la société : nous devons admettre que « nous sommes indissociablement individu singulier et individu collectif ». Or, notre liberté individuelle est d'autant plus conséquente lorsque l'on ressort d'une solidarité collective forte.

La protection sociale solidaire doit mieux faire correspondre les prestations et services aux besoins individuels. Ce constat de l'AISS (Association Internationale de la Sécurité Sociale), l'Ipse le partage. Il est appréciable que les organismes solidaires en tiennent compte. En effet, la tentation de marchandisation, sous couvert d'une plus grande individualisation avec un bouquet de produits « à la carte », peuvent accroître encore inégalités et exclusions. ■

The XXXVIIth Rencontre Ipse (IPSE Meeting) will be held on the 4th-5th of July. The topic of this event will be the recognition how the individual fits into new forms of solidarity.

Our social security systems and supplementary social protection schemes evolved concurrently with the emergence of solidarity among professionals that was sometimes local, and later in a more universal framework. Today, these historical schemes, that are qualified as either Bismarckian or Beveridgian, mix and interact with each other to varying degrees in the social protection plans of each member State.

Both of these systems are founded on collective solidarity providing partial or full health or unemployment coverage for some or all groups.

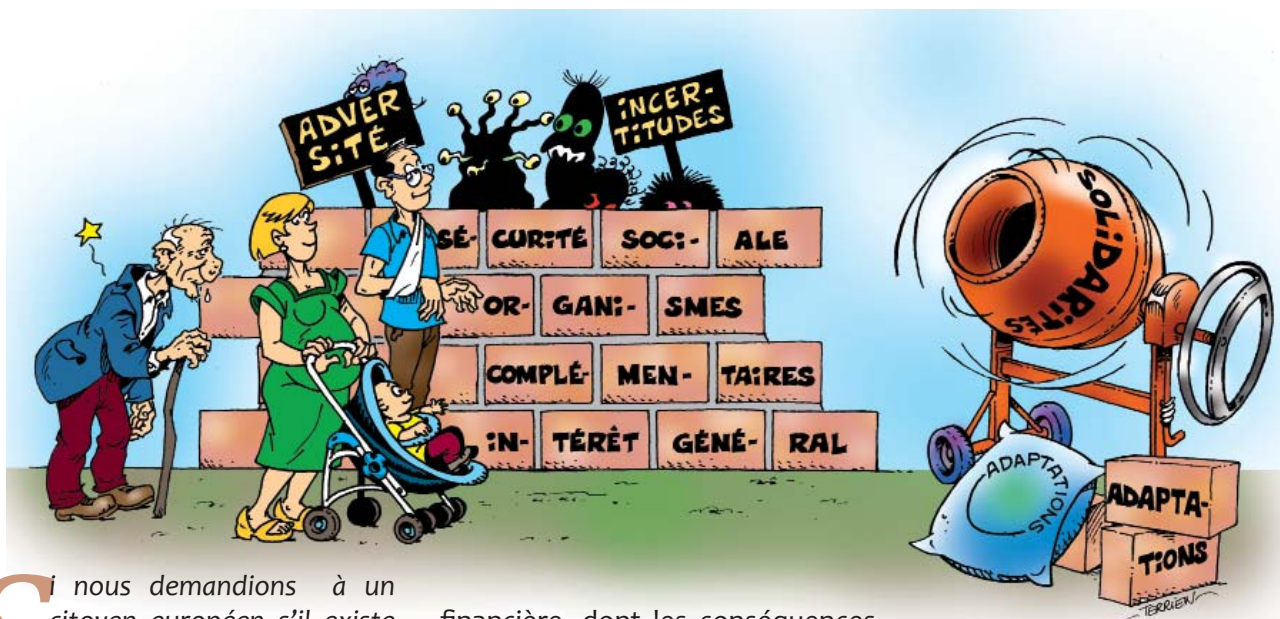
The recent crises have made us appreciate, if not more than before, the ability of collective tools such as social security and supplementary solidary social protection organisations to stymie social and economic effects.

Nevertheless, in an unstable economic climate heavy with uncertainties and when public spending is being cut to decrease budgetary deficits, the wave of austerity measures are paradoxically targeting social welfare schemes. What's more, as spending cuts exert greater pressure on the individual, the risks of an aging population and the evolution of new life styles (namely, dependency), which should be borne by collective responsibility, need to be addressed.

To quote Norbert Elias, the sociologist who has brought so much to the relationship between the individual and society: we must admit that "we are simultaneously private individuals and part of a greater whole". However, individual liberties are all the more valuable when one is part of a strong collective whole.

Solidary social protection should improve the way benefits and services cater to individual needs. Ipse agrees with this acknowledgement made by the AISS (Association Internationale de la Sécurité Sociale, International Social Security Association). It is important that solidary organisations take this into consideration. Indeed, the temptation to merchandise services, under the pretence of offering personalised packages or à la carte options, could exacerbate inequalities and create exclusions. ■

# L'Europe sociale se construit dans nos institutions



**S**i nous demandions à un citoyen européen s'il existe une politique sociale de l'Union européenne, il y a de fortes chances pour qu'il nous réponde négativement.

L'Europe sociale est souvent considérée comme le parent pauvre de la construction communautaire, délaissée dès les origines au profit de l'économique. Par ailleurs, cette dimension sociale est loin de faire l'objet d'un consensus au niveau européen. Si certains la voudraient plus marquée, d'autres se refusent à lui octroyer plus de poids (le modèle social de chaque Etat correspond à une culture et une histoire qui lui est propre).

Aujourd'hui, même si elle n'est pas perçue de façon évidente, l'intervention de l'Union européenne en matière sociale fait néanmoins l'objet d'une attente des citoyens européens. Cette attente se trouve encore renforcée aujourd'hui du fait de la crise économique et

financière, dont les conséquences sociales sont manifestes.

## La politique sociale européenne prend forme sur trois plans :

**Au plan réglementaire :** la législation, c'est-à-dire l'ensemble des décisions communautaires qui ont force de loi. Cette législation a pour objectif de compenser en fait les effets négatifs des « quatre libertés fondamentales » : libre circulation des marchandises, des services, des personnes et des capitaux.

**Au plan matériel :** les interventions financières consistant à verser des allocations aux personnes qui en ont besoin. Mais tout système de protection sociale repose sur la solidarité qui reste aujourd'hui de nature nationale. Ainsi les aides restent extrêmement limitées par le refus de donner à l'Europe des ressources propres en matière sociale. Le Fonds Social Européen

(FSE) cofinance des projets nationaux de politiques actives du marché du travail mais dispose de très peu de ressources.

### Au plan du «droit indicatif» :

Les processus de coordination fixent des objectifs communs aux Etats membres dans des domaines où la Communauté n'a pas de compétence selon les traités. Les objectifs ainsi définis ne sont pas impératifs et servent simplement de points de repères pour les gouvernements nationaux.

## Une Europe en mutation

A l'image du monde, l'Union européenne est en perpétuelle mutation : rapports de force fluctuants, évolution du cadre institutionnel européen, multiplicité des acteurs, accroissement du volume des décisions européennes...

Nombre de conditions dans lesquelles se sont édifiés les systèmes de protection sociale dans les diffé-

rents États ont été modifiées :

- Une forte internationalisation des échanges est l'accroissement de la compétition, compétition sur les coûts – notamment salariaux – pour les entreprises et compétition fiscale entre les États, qui engendre «une pression à la stabilisation, voire à la réduction des dépenses sociales».
- Une transformation des modes de production et d'organisation du travail : le taux de productivité s'est élevé, les licenciements et les interruptions de carrière sont plus fréquents.
- Des formes d'emploi devenues plus souples et plus précaires : les emplois «atypiques», emplois temporaires et emplois à temps partiel, se sont généralisés au détriment de ce qui avait été jusqu'alors la norme, le travail à durée indéterminée.

Aux mutations de l'environnement économique, il faut ajouter les transformations sociales et démographiques :

- Le vieillissement de la population est un phénomène commun à tous les pays européens
- Une évolution des structures familiales avec une diminution de la taille moyenne des ménages et une augmentation du nombre de personnes vivant seules et des familles monoparentales.
- Essor de l'emploi féminin...

Toutes ces évolutions économiques et sociales ont des conséquences sur nos systèmes de protection sociale construits dans l'émergence de solidarités professionnelles.



Par Bernard Petit-Jean, président du CO de l'Ipse, ancien directeur au groupe ProBTP

Le vieillissement de la population, conjugué à la faible natalité et au grand nombre de chômeurs, accroît les pressions sur les régimes de retraite et les soins de santé (les deux plus gros postes de dépenses de la protection sociale).

Surtout, les évolutions du marché du travail et les modifications des structures familiales sont à l'origine de «nouveaux risques» et de «nouveaux besoins sociaux». Le modèle d'après-guerre qui pouvait compter sur la stabilité de la structure familiale et sur la bonne performance du marché du travail pour fournir la plus grosse part de leur protection sociale à une majorité d'individus pendant une grande partie de leur vie est très nettement dépassé. Les risques sociaux se sont déplacés vers les jeunes ménages et les familles avec enfants.

### Différentes approches

Aujourd'hui, le social est une compétence partagée entre l'Union européenne et les États, or les institutions n'ont compétence qu'en cas de défaillance des États membres. De plus, la politique sociale de l'UE reste fondée sur la Méthode Ouverte de Coordination (MOC). Plutôt que de mettre en place des politiques structurelles européennes, les États tentent de faire converger leurs différentes politiques nationales. Or, en période de difficultés économiques ou de tensions sociales, cette régulation molle n'apparaît pas toujours très efficace (Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, dans le domaine social, une norme européenne ne s'applique que si elle constitue un progrès par rapport au droit des États-membres).

La perspective d'une véritable communauté européenne basée sur la solidarité et dotée d'une politique avancée de redistribution sociale n'existe pas en l'état. Les traités excluent en fait, par principe, la possibilité de doter l'Europe d'une dimension sociale par l'harmonisation des institutions nationales de prévoyance. Ce sont plutôt les différentes approches nationales qui constituent la force de l'UE.

Mais la progression de la dimension sociale de l'Europe ne doit pas nécessairement se faire par l'Europe. La défense et l'élargissement du champ de la politique sociale nationale sont aussi une façon de faire progresser l'équité et l'efficacité au sein de l'Union Européenne. Les actions de nos institutions dans chacun des pays membres même si elles n'aboutissent pas à une harmonisation contribuent de façon significative à une homogénéisation des résultats produits.

### Le travail de l'Ipse

L'Europe conduit aujourd'hui les adhérents de l'IPSE à s'engager ensemble dans un travail de fond sur les finalités de leurs missions. Au-delà de leurs statuts, de leurs formes d'organisation, ils entendent ouvrir sur le terrain européen une forme d'alternative face à une simple «privatisation de la solidarité institutionnelle».

Le travail engagé par l'IPSE sur une charte européenne de la protection sociale complémentaire et solidaire se situe dans ce contexte et doit permettre d'annoncer clairement des modes de protection originaux et équitables, centrés sur la personne et efficaces sous l'angle des ressources publiques.

Cette protection sociale a toute sa place en Europe... elle se construit aussi dans nos institutions. ■

## A Social Europe is taking shape in our institutions

**A** Social Europe is taking shape in our institutions

If you were to ask a European citizen if the European Union had a social policy, he would most likely say “no”.

Often considered the ugly duckling of the European construction project, social Europe has been neglected from the outset whereas economic issues got all the attention. There is still little consensus on a European level over the social aspect. Some want to give it more importance and others refuse to let that happen (the social model of each member State corresponds to a specific culture and history).

European citizens expect the European Union to intervene, even if the “how” isn’t clear. This expectancy has only been reinforced by the social consequences of the financial crisis.

European social policy acts on three levels:

**Legislative level:** in other words, all decisions that have the force of law made by EU bodies. This legislation aims to counterbalance the negative effects of the “four basic liberties”: free circulation of goods, services, persons and capital.

**Material level:** financial intervention consisting in paying benefits to persons who need them. But all social protection systems are founded on solidarity, which to this day remains national in nature. Aid is therefore extremely limited by the refusal to give Europe the proper resources in the field of social welfare. The European Social Fund co-finances national initiative policies for the labour market but has few resources at its disposal.

**“Soft law” level:** According to the treaties, the processes of coordinating objectives common to member States in fields where the European Community has no expertise is not binding. Thus defined, the objectives are not mandatory and are simply bearings for national governments.

Just as the rest of the world, the Euro-

pean Union is constantly evolving: fluctuating power plays, evolution of its institutional framework, an influx of actors, an increase in the number of European decisions to made...

Modified situations in which social protection systems were amended in different member States:

- Greater internationalisation of exchanges and increased competition, price competition – notably concerning salary – for companies and fiscal competition between States that leads to “pressure for stabilisation even if that means reducing social spending”.

- A change in the type of production and work organisation: productivity has increased, firings and career interruptions are more frequent.

- More flexible and precarious forms of employment: “atypical” jobs, temporary and part-time jobs have become the norm to the detriment of full time permanent contracts.

In addition to changes in the economic climate, there are also social and demographic transformations:

- All European countries are suffering from an aging population

- An evolution in family structure and size along with an increase of people living alone and single parents

- A surge in female employment...

All these economic and social factors have consequences on our social protection systems that are built in a context of emerging professional solidarity.

An aging population combined with a low birth rate and high unemployment puts pressure on retirement schemes and health care, which are the two main recipients of social protection spending.

Above all, the changes in the job market and family structures are at the root of “new risks” and of “new social needs”. The post WWII model that relied upon a set family structure and the ability of the market to support most persons for most of their lives is clearly outdated. Social risks are now affecting young families

and families with children.

The social field is covered by the European Union and States, and institutions come into play when member States cannot deliver. Furthermore, the EU’s social policy is still based on the Open Method of Coordination (OMC). States tend to converge their various national policies instead of implementing European political structures. This approach, however, is not always effective in the face of economic or social difficulties. It is worth nothing that a European norm is applied if it is an improvement of the member State’s national law.

Today, a true European community based on solidarity with a sophisticated social redistribution policy does not exist. In fact, the treaties exclude the possibility of creating a social dimension for Europe by harmonising national provident institutions out of principle. The power of the EU lies in each member State’s national approach.

But Europe isn’t the only way to make its social dimension move forward. Supporting the expansion and defence of national social policies is also a way of improving fairness and effectiveness at the heart of the European Union. The actions of our national institutions can go a long way to homogenising produced results even if they don’t always succeed in synchronising their endeavours.

Europe is driving IPSE’s members to work together intensely to dot the Is and cross the Ts of their missions. Going beyond their statuses and organisational formats, they intend to supply a new alternative for a simple “privatisation of institutional solidarity”.

The work IPSE has accomplished so far on a European supplementary and solidary social protection charter fits in this context. It must clearly stipulate types of original and equitable protection that are both people-focused and efficient in terms of State resources.

**This social protection belongs in Europe... It’s part and parcel of our institutions. ■**

## La charte européenne de l'Ipse se dessine

**A**u terme de la XXXVI<sup>e</sup> Rencontre Ipse de Liège, le 15 octobre 2010, l'Ipse a lancé les travaux autour de son projet de charte européenne de la protection sociale solidaire. Une Commission Europe exceptionnelle s'est réunie dès novembre 2010 pour définir le cadre de cette Charte et décider de la formation d'un groupe de travail spécifique pour son élaboration de la charte.

Aujourd'hui, le groupe de travail de la charte s'est déjà réuni à deux reprises et est amené à se réunir de nouveau, mensuellement, jusqu'à **novembre 2011, date à laquelle les travaux autour de cette charte devraient aboutir.**

Les premiers travaux ont notamment permis de définir l'objectif de ce projet :

par une charte européenne de la protection sociale solidaire, nous recherchons à **créer une sorte de label qui s'obtiendrait en répondant à un certain nombre d'engagements contraignants, de bonnes pratiques, qui traduiraient l'engagement de nos organismes dans l'économie sociale.** Les réflexions du groupe de travail ont également permis de définir des notions fondatrices autour desquels pourraient s'articuler les engagements de cette charte.

Outre le groupe de travail dédié, de nombreux acteurs sont et seront mis à contribution par l'Ipse pour réfléchir à ce projet : les adhérents de l'Ipse, au sein de la Commission Europe, mais aussi les partenaires à l'échelon européen (notamment via le Conseil d'Orientation). ■

## En mars, AG de l'Ipse

**L**e 30 mars, l'Ipse a tenu sa 22<sup>e</sup> assemblée générale, accueillie au siège de la Mafic à Paris. Cette instance a réuni nos administrateurs, d'autres représentants de nos adhérents, des membres de notre Conseil d'orientation, ainsi que quelques invités parmi nos premiers partenaires. Après la partie purement statutaire où ont été délibérés les rapports d'activités et d'orientation ainsi que les états financiers, nous avons eu le privilège d'accueillir son excellence l'Ambassadeur de Pologne en France.



Monsieur **Tomasz Orłowski** nous a présentés les priorités de la présidence polonaise de l'Union européenne pour ce second semestre 2011. ■

## The European Ipse's Charter is emerging

**A**t the end of the XXXVI<sup>th</sup> Meeting in Liege (October 15, 2010), Ipse began work around the project of European charter of solidary social protection. An exceptional Ipse's "Commission Europe" met in November 2010 to develop the framework of this Charter and decide to form a special working group for drafting the charter.

Today the working group has already met twice and is called upon to meet again monthly until November 2011, when the work on the charter should succeed.

Early work included the identification of the objective of this project :

a European charter of solidary social protection could create a sort of label that would be obtained by fulfilling binding commitments, good practices that would reflect the belonging of our organizations in the social economy. Considerations of the working group also helped to define the founding concepts around which the commitments of this charter could be built.

Besides the dedicated working group, many players are and will be invited by Ipse to think on this project: members of Ipse, within the Europe Commission, but also partners at European level (particularly through the Orientation Council). ■

## Synergie sur les soins transfrontaliers

**L**a prochaine commission Synergie de l'Ipse se déroulera le 10 mai 2011. A cette occasion, nous aurons l'honneur de recevoir Nathalie Chaze, directrice d'unité à la DG Santé Consommateurs de la Commission européenne, ainsi que Nicolas Pradalié, chargé de mission dans cette unité. Ils viendront nous présenter la nouvelle directive relative aux droits des patients en

## «Participation et performance»

L'association pour la Promotion de La Société à Gestion Partagée (APL-SAGP) a organisé le 7 mars dernier un mini-colloque sur le thème «Participation et performance». Dans un premier temps ont été présentés le rapport du Centre d'Analyse Stratégique «Participation des salariés et performance sociale : de nouveaux enjeux pour les entreprises françaises dans un contexte de sortie de crise», publié en janvier 2011, et l'avis «Participation financière des travailleurs en Europe» du Comité économique et social européen, adopté en octobre 2010. Le rapport du CAS, très critiqué par certains participants, donne suite à une étude et recommande aux entreprises de prendre des mesures encourageant notamment une culture participative dans l'entreprise et à intégrer des parts d'intéressement dans les plans d'épargne. L'avis du CESE recommande, pour sa part, de développer un système ESOP au niveau européen, à favoriser la reconnaissance et l'harmonisation des systèmes mutuels en Europe et de créer un produit européen. La France et le Royaume-Uni étant quasiment les seuls pays au monde à pratiquer la participation des salariés à la gestion d'entreprise, les participants ont notamment débattu sur la nécessité ou pas de rendre obligatoire la participation salariale dans les entreprises d'une certaine taille. Dans un second temps, le mini-colloque a donné la parole à Freddy Sarfati, qui a présenté son livre «L'entreprise autrement», paru en octobre 2010 aux Editions L'Harmattan. (Voir la rubrique Foliothèque pour une présentation du livre). ■

## Austérité, gouvernance économique et politiques sociales

L'Institut syndical européen (ETUI) et la Fédération Syndicale européenne des Services Publics (FSESP) ont tenu une conférence les 22 et 23 février 2011 à Bruxelles intitulée «Austérité, réformes de la gouvernance économique et politiques sociales en Europe». Elle fut notamment ouverte par John Monks, secrétaire de la Confédération européenne des syndicats (CES) et László Andor, Commissaire européen pour l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion.

L'objectif de cette conférence était de débattre sur comment les mesures d'austérité fiscales et les réformes de gouvernance économique, récemment prises ou prévues dans l'Union européenne à la suite de la crise financière, peuvent changer nos sociétés européennes, particulièrement au regard des institutions et politiques sociales et la dimension des Etats.

Cette journée riche en présentations et en débats a permis de souligner qu'une consolidation fiscale rigoureuse était nécessaire à long terme pour garantir la stabilité et la croissance, mais qu'il ne s'agissait pas du seul moyen efficace. Il

faut davantage de règles, certes, mais nous avons également besoin de plus de politiques communes, davantage de solidarité que de concurrence.

Concernant les mesures d'austérité prises dans les Etats membres, elles tendent globalement plutôt à la réduction des dépenses plutôt qu'à l'augmentation fiscale. Mais force est de constater que les partenaires sociaux n'ont quasiment pas été invités à participer à la décision de ces mesures et que les coupes visent très souvent les dépenses et investissements sociaux de long-terme : les services publics et les politiques sociales ont donc violemment été attaqués.

Nombre de participants appelle donc à davantage de dialogue social dans les décisions ainsi qu'au développement de nouveaux revenus (taxe carbone, taxe sur les transactions financières) car le bien être social doit être considéré avant tout. Par ailleurs, il convient de rappeler qu'un haut niveau de protection sociale va de paire avec un haut niveau d'emploi. ■

Davantage d'informations sur <http://www.etui.org/>



John Monks, Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES),



# La Hongrie assure la présidence de l'Union européenne : Inquiétude

Par Jean-Pierre Bobichon, ancien fonctionnaire européen

**L**a Hongrie fait partie de l'Union européenne depuis 2004. Cette jeune démocratie, avec l'Espagne et la Belgique, promet un programme de travail ambitieux. Mais elle a un gouvernement qui s'attribue de plus en plus de pouvoirs, dont le contrôle de la liberté de la presse récemment. L'Europe n'avait pas besoin de cela !



Entre le 1er janvier et le 30 juin 2011 la présidence tournante de l'UE est, pour la première fois, assurée par la Hongrie, capitale Budapest. Cela se traduira, comme pour toutes les présidences tournantes, par l'exercice de la présidence du Conseil des ministres qui sera assurée par le ministre hongrois correspondant au champ d'activité traité. Par exemple, le conseil des affaires sociales sera présidé par le ministre hongrois chargé des affaires sociales, et ainsi de suite. Cette présidence est l'occasion, pour ce pays, de disposer ainsi d'une plus grande visibilité tant sur le plan interne qu'externe.

La responsabilité n'est donc pas mince et ce y compris après les nouvelles dispositions du traité de Lisbonne instaurant notamment un Président permanent pour le Conseil européen : Herman Van Rompuy.

## 1. Mieux connaître la Hongrie

La Hongrie, pays d'Europe centrale, a une population d'environ 10 millions d'habitants. Elle a des frontières communes avec sept pays : la Slovaquie et l'Ukraine au Nord ; la Roumanie à l'Est ; la Serbie, la Croatie et la Slovénie au Sud et l'Autriche à l'Ouest. La Hongrie est membre de l'Otan depuis 1999 et de l'Union européenne depuis mai 2004. Elle n'est pas membre de la zone euro : sa monnaie est le florin.

Son régime politique est depuis 1989 une République basée sur un régime parlementaire monocaméral (une seule assemblée).

La majorité politique actuelle est dominée par le Fidesz (conservateurs nationalistes) : le président de la République est Pál Schmitt. Viktor Orban est chef du gouvernement depuis le 29 mai 2010.

Les organisations d'employeurs et industriels et les organisations syndicales (toutes affiliées à la Confédération Européenne des Syndicats sont très diversifiées et assez dispersées.

Comme d'autres pays la Hongrie a subi fortement la crise économique : le PIB s'est contracté de 6,3% en 2009. En 2010, la croissance est estimée autour de 0,5/0,6%.

Le nouveau gouvernement a pris des mesures de réduction des dépenses publiques afin de ramener le déficit public à 3,8% en 2010 et à 3% en 2011. Mais quelles difficultés pour les populations les plus précaires ! La difficile situation économique du pays l'a conduit à faire appel à l'aide internationale tant du FMI, de l'UE (à travers son instrument de « soutien financier à moyen terme ») que de la Banque Mondiale.

Cependant les relations entre ces institutions et le pays se sont avérées difficiles : ainsi en juillet 2010 les délégations du FMI et de l'UE ont alors, par un défaut de dialogue suffisant avec les autorités, quitté la Hongrie.

C'est dans ce contexte politique et économique tendu que la Hongrie assure la présidence tournante de l'UE.

## 2. Programme de travail de la présidence tournante hongroise

Il convient de rappeler que cette présidence s'inscrit dans un « trio de présidences tournantes » comprenant actuellement l'Espagne, la Belgique et la Hongrie. Il a pour objet de faciliter le travail en commun

et d'assurer des continuités.

La présidence hongroise s'inscrit donc dans ce cadre. Elle mettra l'accent plus particulièrement sur les aspects suivants, outre de tenter de sortir l'Europe de la crise :

- l'élargissement de l'UE et l'intensification de la coopération dans les Balkans c'est-à-dire : accélérer l'adhésion de la Croatie dans l'UE ; promouvoir l'entrée de la Serbie, du Monténégro, de la Macédoine ainsi que de la Turquie ;
- développer un partenariat oriental qui implique l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et sous conditions la Biélorussie ;
- promouvoir l'élargissement - controversé par l'Allemagne et la France - de l'espace Schengen (liberté de circulation) en Roumanie et la Bulgarie ;
- réussir le premier sommet européen sur l'énergie du 4 février 2011 ;
- boucler le budget 2011 de l'UE ;
- arrêter des dispositions pratiques à propos de la situation des Roms, notamment pour l'utilisation des fonds existants.

### 3. Une présidence controversée dès le départ

La Hongrie a débuté sa présidence en suscitant incompréhensions et doutes sur son engagement aux valeurs de l'Union européenne. En effet, la loi que Viktor Orban a fait adopter le 21 décembre dernier visait à encadrer très strictement la presse et les médias en général.

La lettre adressée par la Commission européenne, le 21 janvier, à la Présidence hongroise demandait à celle-ci de lever «de sérieux doutes» sur la légalité de la loi du gouvernement hongrois prétendant encadrer la presse.

De nombreuses réactions se sont exprimées. Suite à cet ensemble d'interventions, une première réunion entre les experts du gouvernement hongrois et de la Commission européenne s'est tenue. Une rencontre de travail que le porte-parole de la Commission européenne a jugé «constructive». Les Hongrois se sont engagés à adresser un projet de modification de la loi. «C'est un premier pas en vue d'assurer la pleine conformité de la loi hongroise sur les médias aux regards

des aspects du droit européen, y compris la charte des droits fondamentaux» a jugé le porte-parole de la Commission européenne. Le Parlement européen a, lui, adopté une résolution le 10 mars par 316 voix pour, 264 contre et 33 abstentions qui après avoir critiqué les insuffisances des amendements adoptés par la Hongrie, le travail de la Commission européenne considéré comme trop technique, demande à la Hongrie de revoir sa législation dans ce domaine.

*Affaire à suivre... Cet épisode montrant l'importance d'être vigilant en permanence pour la défense des libertés. Le respect et l'application du droit européen nécessitent l'action convergente entre organisations de la société civile organisée et institutions européennes pour obtenir des résultats significatifs. Cette atteinte aux libertés en voie de règlement, la Hongrie, assurant la Présidence de l'Union européenne jusqu'au 31 juillet peut reprendre son cours normal et faire avancer ses dossiers prioritaires de manière plus efficace. ■*



statue d'un petit lutin à Budapest

# The Hungarian presidency: trepidation

**H**ungary has been a member of the European Union since 2004. This young democracy, like Spain and Belgium, promises an ambitious work programme. But the Hungarian government has been self-appropriating more and more power and recently clamped down on freedom of the press. That's the last thing Europe needs!

Between the 1st of January and the 30th of June 2011, the rotating EU presidency will be held by Budapest, Hungary. This means that, like all previous presidencies, the Council of Ministers will be presided by the Hungarian minister of each respective domain. For example, the Social Affairs Council will be headed by the Hungarian minister in charge of social affairs, and so on. This is an opportunity for Hungary to take the limelight, both internally and externally.

It's a great deal of responsibility, especially after the modifications ushered in by the Lisbon Treaty that created a permanent president of the European Council, a position now occupied by Herman Van Rompuy.

## 1. Getting to know Hungary

A central European country with a population of 10 million people, it shares borders with seven countries: Slovakia and Ukraine to the north, Romania to the east, Serbia, Croatia and Slovenia to the south and Austria to the west.

Hungary has been a NATO member since 1999 and of the European Union since May 2004. It is not a member of the Euro zone and has its own currency, the forint. It has been a republic based on a unicameral (single chamber) system since 1989.

The political majority is held by the Fidesz (conservative nationalists). The head of state is Pál Schmitt and Viktor Orban has been leading the government since May 29th 2010.

Employer and industrial organisations as

well as trade unions (all affiliated with the Confédération Européenne des Syndicats, European Trade Union Confederation) are highly diversified and widely spread.

Like other countries, Hungary suffered severely from the financial crisis: its GDP declined by 6.3% in 2009. Growth in 2010 is estimated at around 0.5-0.6%.

The new government took measures to reduce public spending, which brought the public deficit back to 3.8% in 2010 and 3% in 2011 but at what cost to those already living in precarious conditions! The country's difficult economic situation has forced it turn to the IMF, the EU (its "medium term financial assistance" mechanism) and the World Bank.

Hungary's relationship with these institutions is strained, illustrated by the departure from Hungary of IMF and EU delegations in July 2010 because of lack of dialogue with authorities.

Hungary is taking on the rotating EU Presidency in this political and economic context.

## 2. The work program under the Hungarian presidency

It is important to note that this presidency is part of the "Trio Presidency", which includes Spain, Belgium and Hungary. The objective is to ensure continuity and shared work. The Hungarian presidency is part of this framework. It will emphasize the following points, aside from helping Europe rise up from the current crisis:

- expanding the EU and intensifying cooperation with the Balkans. This means accelerating Croatia's entry to the EU, and promoting the entry of Serbia, Montenegro, Macedonia and Turkey;
- developing a partnership with countries to the East, namely Armenia, Azerbaijan, Georgia, Moldova, Ukraine and Byelorussia—pending certain conditions;
- promoting the expansion of the Schengen area—which France and Ger-

many are opposed to;

- successfully holding the first European summit on energy on February 4, 2011;
- finalizing the EU's 2011 budget;
- finalizing the practical provisions concerning the Rom, more particularly the use of existing funds.

## 3. A controversial presidency from the outset

Since the beginning of its presidency, Hungary's commitment to European Union values has been in question. Indeed, the law Viktor Orban passed on December 21, 2010 aimed to severely curb freedom of the press in general.

The European Commission addressed a letter to the Hungarian presidency on January 21st requesting it to put an end to all "serious doubts" on the legality of its government's laws designed to supervise the press.

Numerous reactions surfaced. As a result, a meeting was held between the Hungarian government and the European Commission. The Commission's spokesperson described it as "constructive". Hungarians drafted a bill to modify the law. "It's a first step to ensure that Hungarian law follows European law on the media as well as basic rights" declared the European Commission's spokesperson.

The European Parliament adopted a resolution on March 10, with 316 votes in favour, 264 against and 33 abstentions, after criticising shortcomings in the amendments adopted by Hungary and describing the European Commission's work as too technical, requesting that Hungary rework its legislation on the issue.

To be continued... This shows the importance of being constantly vigilant in the defence of fundamental liberties. For the implementation of European law to produce meaningful results, the efforts of organisations, civil society and European institutions must be organised and orchestrated. Once this breach of basic freedoms is rectified, Hungary's presidency of the European Union can continue unhindered until July 31st and tackle its priorities in a more effective manner. ■



## Zita Gurmai : Une hongroise active au Parlement européen

*A l'occasion de la Présidence hongroise de l'Union européenne, l'Ipse a rencontré Zita Gurmai dans son bureau de Parlementaire européenne.*

**E**lue depuis 2004, membre du groupe « Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates », parmi ces responsabilités, elle est Vice-présidente de la Commission des affaires constitutionnelles, membre de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres. Elle est également Présidente du Parti socialiste européen pour les femmes et Secrétaire nationale en charge des droits des femmes pour le Parti Socialiste français. Nous avons aussi tenté de rencontrer un parlementaire hongrois du groupe Parti Populaire Européen, sans succès.

*Quelle est votre opinion à propos de la Présidence hongroise de l'Union européenne ?*

Je suis fière de l'opportunité que représente cette présidence pour mon pays. Je suis satisfaite que le mot d'ordre de la présidence soit « une Europe forte », et j'ajouterais une Europe plus proche des citoyens. Le fossé entre les institutions européennes et les citoyens n'a fait que s'accroître ces dernières années, c'est pourquoi il me semble essentiel de replacer ce lien au cœur des priorités de l'UE. A cet effet, je crois à l'initiative citoyenne que j'ai co-présentée dans un rapport avec Alain Lamassoure (PPE) qui permettra à un million de personnes provenant d'au moins sept Etats membres de soumettre un projet de Directive à la Commission européenne.

*Quelles sont les priorités essentielles de la Présidence hongroise ?*

La gouvernance économique et notamment la mise en place du semestre européen permettant de coordonner les politiques économiques, de définir les principales orientations que chaque Etat membre devra prendre en compte pour élaborer leurs budgets nationaux. Ceci va profondément modifier la coopération économique à l'intérieur de l'Union européenne, favoriser une croissance et un niveau d'emplois durable et ainsi maintenir le modèle social européen.

La dimension humaine et sociale est au cœur de la présidence. Les polémiques à propos des expulsions de Roms en France ont démontré la nécessité d'une stratégie coordonnée qui respecte les valeurs fondamentales de l'Union européenne. Un rapport a été voté au Parlement européen à ce sujet, je suis sceptique sur la volonté de la Présidence hongroise d'appliquer les dispositions contenues dans ce rapport.

Parmi d'autres aspects importants figure la « stratégie Danube » qui est cruciale pour les pays d'Europe centrale et orientale et notamment dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, du tourisme..., « le partenariat de l'Est » notamment pour améliorer la mobilité, ouvrir les programmes européens, assurer une meilleure coopération dans les secteurs de l'énergie et des transports peut être un atout.

*Le 8 mars dernier a été célébré le 100e anniversaire de la journée internationale des femmes, où en sommes nous ?*

Je regrette l'absence récurrente d'une stratégie européenne centrale, financée et véritablement applicable pour l'égalité des genres. La situation s'est aggravée avec la crise économique et sociale, la recrudescence de la pauvreté touche les femmes seules et les femmes âgées. La question des écarts entre les femmes et les hommes en matière de retraites est flagrante. C'est pourquoi (je me suis) le Parti socialiste européen a lancé (dans) une grande campagne européenne à propos du niveau de retraites des femmes. La Présidence hongroise a présenté différents objectifs à travers son « Pacte pour l'égalité des genres » : réduire les écarts de salaire, favoriser des aides pour la garde des enfants, lutter contre les stéréotypes, participation des femmes et des hommes à égalité dans les processus de décisions. Mais j'espère que ce texte sera suivi de mesures concrètes, et qu'il ne restera pas lettre morte car la présidence n'a pas précisé les actions à mener.

*Où en est-on à propos de la loi hongroise sur les médias ?*

Pour le respect des libertés de la presse et des valeurs de l'Union européenne, il faut que cette loi soit retirée ou au moins amendée de manière plus approfondie, car les modifications apportées par le gouvernement sont largement insuffisantes. Je suis satisfaite de la résolution adoptée par le Parlement européen le 10 mars dernier. Je pense qu'une Directive européenne garantissant la liberté et le pluralisme des médias est indispensable car de tels agissements se produisent aussi dans d'autres Etats membres (Italie, Roumanie, Bulgarie...)

*En terminant cette rencontre, Zita Gurmai s'est dites prête à collaborer avec l'Ipse*

Propos recueillis par Dominique Boucher et Jean-Pierre Bobichon.

# Care et économie sociale : quels enjeux ?



**E**n période de crise économique, d'accroissement des inégalités et de vieillissement de la population, les défis ne manquent pas. Le care est un des ces enjeux qui engagent profondément et durablement l'avenir de l'humanité.

Le care peut être considéré sous deux perspectives : en effet, il revêt à la fois une dimension éthique et une dimension pratique. D'une part, il désigne une disposition, une tendance à la sollicitude ; de l'autre, une activité sociale, le soin. Cette notion abstraite recouvre en fait des réalités bien concrètes et omniprésentes dans notre quotidien et dont aucune société ne peut faire l'économie, sous peine d'éclatement : prise en charge des personnes âgées, financement de la dépendance, protection sociale, services à la personne, etc.

Des similitudes flagrantes existent entre les valeurs de l'économie sociale et celles du care, telles qu'une volonté de transformation sociale, l'importance accordée à la solidarité et à la cohésion sociale ainsi que la subordination de l'économie au service de l'humain. Le couple care/ESS peut créer des synergies intéressantes tant d'un point de vue économique qu'en termes de valeur ajoutée pour la société.

D'un point de vue pragmatique, le care est un secteur très porteur en matière de création d'emplois et de richesses. En effet, l'évolution de la société (vieillesse, participation croissante des femmes au marché du travail,...) engendre des besoins accrus dans le domaine du soin. Mais doit-on aborder ces évolutions seulement sous un angle strictement économique et financier ? Par son fonctionnement innovant et performant mais aussi éthique et solidaire, l'économie sociale apparaît comme un opérateur idéal dans le

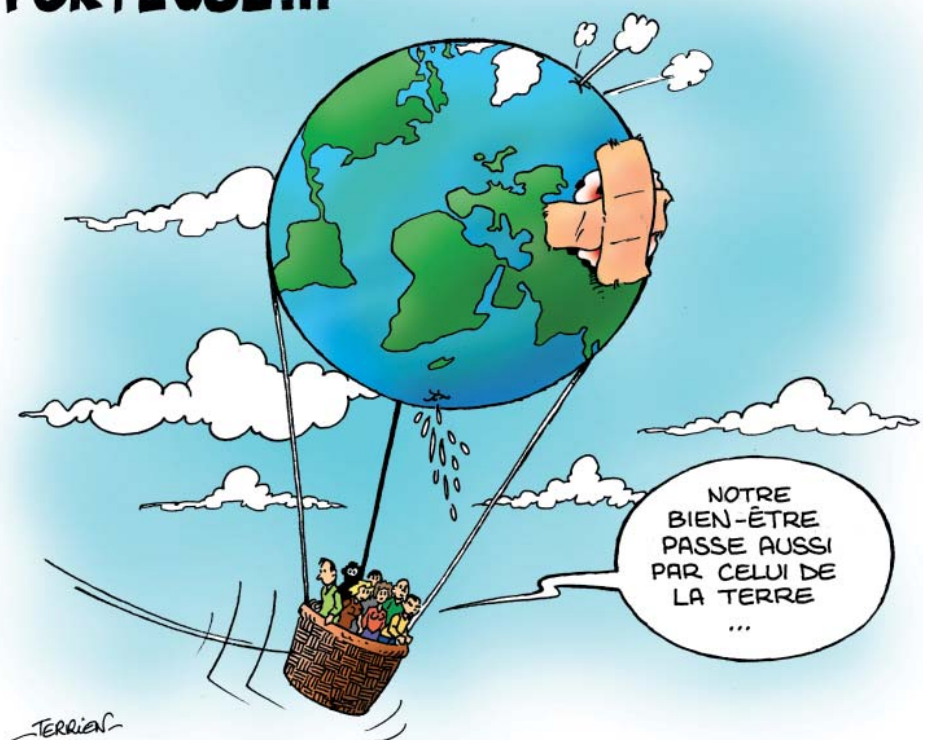
domaine du care. Au-delà des débouchés économiques, il ne faut pas négliger les aspects éthiques et sociaux inhérents à la problématique : et c'est bien là la valeur ajoutée de l'économie sociale qui fait de la relation à autrui le cœur-même de l'activité professionnelle (relations d'aide et d'accompagnement, services à la personne, prévoyance,...). A la croisée des enjeux économiques, sociaux et éthiques, les acteurs des services à la personne ainsi que ceux de la protection sociale issus de l'économie sociale peuvent (et doivent) incarner une troisième voie à mi-chemin entre économie de marché et caritatif pur : c'est-à-dire offrir des prestations de qualité, accessibles à tous en maintenant un ancrage local indispensable à une prise en charge efficace et démocratique d'enjeux fondamentaux tels

que le financement de la dépendance ou l'accompagnement des personnes âgées.

Forte de ses compétences, l'économie sociale se doit de jouer le rôle qui lui revient dans l'avenir sanitaire et social de l'Europe. A cet égard, la Stratégie «UE 2020» représente une opportunité de taille pour une économie sociale porteuse d'innovation économique et d'inclusion sociale, éléments indispensables à la réalisation de l'objectif de «croissance intelligente, durable et inclusive» poursuivi par l'Union Européenne. Que ce soit donc dans un cadre local, national ou européen, les moyens d'appropriation du care par l'économie sociale ne manquent pas. Tout l'enjeu est désormais de s'en saisir... ■

Davantage d'informations sur <http://www.etui.org/>

## TERRE PORTEUSE...



# “Care” and social economy : what’s at stake?

**S**ymbol Challenges abound in a time of economic crisis, increased inequalities and an aging population. Care is one of the most pressing issues for the future of all humanity.

Care can be seen from two angles: indeed, it has an ethical aspect and a practical one. It implies a predisposition for or tendency towards sympathy on the one hand and society physically treating someone on the other. No society can ignore this abstract notion that actually covers concrete and omnipresent realities of every day without collapsing: meeting the needs of senior citizens, financing dependency, social protection, services to individuals, etc.

There are striking similarities between the values of a social economy and those implicit in the term care such as: a will to transform society, the importance attributed to solidarity and social cohesion and the economy being secondary to human needs. The care/ESS duo can create interesting synergies both from an economic perspective and in terms of increased added value to society.

Seen from a pragmatic angle, care is a sector that has high potential for creating employment and wealth. Indeed, the evolution of society (aging, the influx of women in the workforce...) calls for change in the healthcare sector. But should these evolutions be addressed as purely economic and financial problems? Its

innovative and effective way of working as well as its ethical and solidary nature, make social economy look like the ideal provider in the field of care. Looking beyond the economic upshots, one must consider the inherent ethical and social implications: that is what brings added value to the social economy, which puts human relationships the heart of professional activity (help and caregiver services, services to the individual, provident services...). Actors in care services and social protection of the social economy can (and must) provide a third option between a market economy and pure charity where economic, social and ethical issues converge. In other words, they can offer quality services available to everyone while maintaining local footholds, which is indispensable for an effective and democratic actualisation of fundamental issues like financing dependency and administering to seniors.

Its strengths make social economy a crucial to the future of a healthy and social Europe. With this in mind, the “EU 2020” Strategy represents a significant opportunity for an economically innovative and inclusive social economy. These are prerequisites to reach the “intelligent growth, sustainable and inclusive” objective of the European Union. Whether it be in a local, national or European context, the different ways of appropriating care via social economy are plentiful. It’s just a matter of taking advantage of opportunity... ■



Denis Stokkink  
President of the Think tank

## Publications

### Personal Care services in Europe. Synthesis.



At European level, «personal care services» or «local services» are defined as being “services which, based on geographical and/or relational proximity, address collective or individual needs that are new or insufficiently met 1”. In compliance with the Communication from the European Commission entitled «Implementing the Community Lisbon programme : Social services of general interest in the European Union», these services provide customised assistance in order to facilitate social inclusion and ensure that fundamental rights are fulfilled. «These services complement and support the role of families in providing care, in particular to the youngest and very elderly, including persons with long-term needs related to a disability or health problem”.

• To read the complete synthesis, download the PDF (PDF - 724.8 ko)

[http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/Etude\\_Services\\_A\\_La\\_Personne\\_EN.pdf](http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/Etude_Services_A_La_Personne_EN.pdf)



# Solidaris International



Jean-Pierre et Luc Dardenne

**L**e 21 septembre 2010 a vu le jour une fondation belge pour qui solidarité, développement durable et bien être humain sont les maîtres mots.

Parrainée par les frères Dardenne, cinéastes belges, et Hadja Lahbib, présentatrice du Journal télévisé à la RTBF, la fondation Solidaris international est née de la volonté d'encourager les entreprises à s'investir, par du mécénat ou des dons, dans des actions de solidarité internationale et des projets de développement durable. La fondation dirige ainsi ses actions sur trois axes centraux : un accès équitable à la santé, une alimentation suffisante pour tous, un travail décent pour chacun.

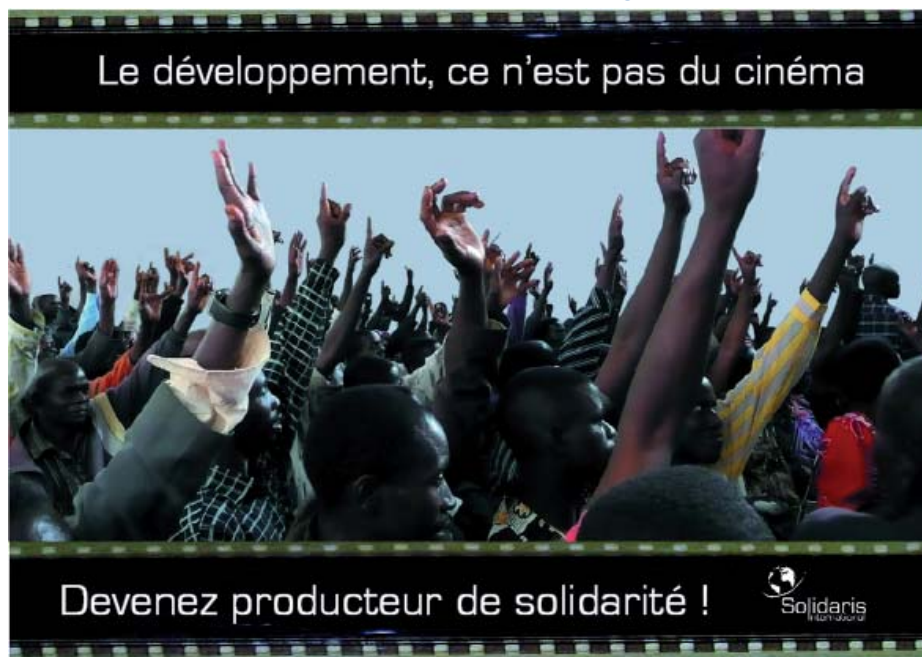
Aujourd'hui, Solidaris international dispose d'un réseau de 39 partenaires locaux qui gèrent l'apport financier pour développer des projets et initiatives de centaines de petites organisations de la société civile. Celles-ci sont réparties dans douze pays en Amérique latine (Nicaragua, Colombie, Bolivie, Brésil), en Afrique (Maroc, Sénégal, Burkina Faso, République démocratique du Congo) et au Moyen-Orient (Palestine). Solidaris international est également présente en Belgique où elle y mène des actions d'information, de sensibilisation.

Les actions soutenues pour participer au développement de ces pays sont diverses. « Nous ne sommes pas dans l'action spectaculaire, l'émotionnel, mais davantage dans le développement durable », précise Alain Coheur, Président de la fondation. Au Burkina Faso, Solidaris International soutient par exemple la création et le renforcement de mutuelles de santé, qui dynamisent la mobilisation pour le droit à la santé et à une couverture sociale pour tous. Par-

Site internet : <http://www.solidarisinternational.org/>

tenaire de ce projet, l'Association Songui Manégré/Aide au Développement Endogène (ASMADE) renforce 7 jeunes mutuelles communautaires de santé de la région du Centre couvrant 10 à 40 villages chacune ainsi que les quartiers péri-urbains de Ouagadougou. Au Nicaragua, la fondation soutient, avec l'aide de FUNJOFUDESS et de l'Association Martin Luther King (AMLK), le travail social de proximité de 2 organisations d'habitants sans emploi formel et de paysans cherchant à vivre de l'agriculture en milieu semi urbain, dans le but d'améliorer le travail décent et la vie digne des travailleurs.

Le défi de la fondation est désormais de mobiliser davantage d'entreprises en amont afin que de nombreux autres projets de développement soient soutenus. « Il faut faire réaliser aux entreprises qu'elles ont une part de responsabilité dans le développement durable mondiale, qu'elles peuvent devenir productrice de solidarité ». L'objectif est également d'accroître en Belgique, mais aussi dans tous les pays industrialisés, la connaissance et la compréhension de la problématique du développement. Car l'accroche de la fondation vous le dira, « le développement, ce n'est pas du cinéma. Devenez producteur de solidarité ! ». ■



# Solidaris International



Hadja Lahbib

**A** Belgian foundation was created on September 21st 2010 for which solidarity, sustainable development and human well-being are the driving forces.

The creation of the Solidaris International foundation was made possible by sponsorship from the Dardenne brothers, Belgian film producers and RTBF newscaster Hadja Lahbib. Its mission is to encourage companies to invest in international solidary projects and sustainable development via corporate patronage or donations. The foundation channels its efforts according to three main objectives: equitable access to healthcare, proper nourishment in sufficient quantities and employment.

Today, Solidaris International has a network of 39 local partners who provide the financial support necessary for the foundation to develop hundreds of projects and civil society initiatives. These are scattered in twelve countries around the world: Latin America (Nicaragua, Colombia, Bolivia and Brazil), Africa (Morocco, Senegal, Burkina Faso, the Democratic Republic of Congo) and in the Middle East (Palestine). Solidaris International is also present in Belgium where it leads outreach and awareness campaigns.

The work carried out in these countries is diverse. "We don't go for sensational or overly emotional gestures and concentrate on sustainable development", explains Alain Coheur, the foundation's President. Solidaris International is supporting the creation and enhancement of health insurance companies in Burkina Faso. This in turn bolsters developing health care legislation and universal coverage there. ASMADE (Association Songui Manégré/Aide au Développement Endogène, Songui Manégré Association/Aid for Indigenous Development) is a partner of this project and has helped reinforce seven young community health care insurance providers in the central region that each cover 10-40 villages and outlying suburbs of Ouagadougou. Aiming to improve working conditions and give workers their dignity, Solidaris has partnered in Nicaragua with FUNJOFUDESS and the Association Martin Luther King (AMLK, Martin Luther King Association)

to support the outreach work of two organisations composed of locals without steady employment who are looking to live off the land in a semi-urban environment.

The foundation's challenge, now, is to rally more companies to ensure that more sustainable development projects can be carried out. "It's important to make companies understand that they have a role to play in global sustainable development and that they can generate solidarity". The objective is to increase awareness not only in Belgium but also in all industrialised countries because as the foundation will tell you "sustainable development isn't just for show, it's about creating solidarity!" ■



Alain Coheur, Président de la Fondation Solidaris International



## Le semestre européen un pas vers la gouvernance économique de l'Union européenne

**D**epuis 2010, la zone euro ren-contre des turbulences pour les finances publiques de nombreux Etats. Ces déficits et l'éclatement des dettes ont engendré des mesures d'austérité avec la remise en cause, dans quelques cas dramatique (Grèce, Portugal, Espagne), de droits sociaux. Une conjonction de facteurs s'est produite en cette annus horribilis : le transfert de la dette privée vers la dette publique («sauver le système financier»), la chute des rentrées fiscales, surtout en période de chômage aggravé ; se sont aussi révélés davantage les faiblesses de l'Union économique et monétaire (UEM) ainsi que les écarts de compétitivité entre Etats membres de la zone euro.

Or, l'interdépendance des Etats membres n'est pas équilibrée par des instruments satisfaisants de coordination et de surveillance. Le semestre européen se veut donc une réponse

constituant une avancée dans la gouvernance économique de l'Union économique et monétaire, toutefois insuffisante au regard des challenges

• **Le contenu du semestre européen :** Les Etats devront présenter leurs réformes structurelles dans un programme national de réforme ; la surveillance budgétaire (pacte de stabilité et de croissance) sera basée sur un ensemble de règles relatives aux budgets nationaux ; (comptabilité, statistiques et prévisions) la surveillance des déséquilibres nano-économiques fera l'objet d'une nouvelle procédure avec un tableau de bord aux indicateurs communs ;

• **La procédure :** La synchronisation de l'évaluation et de la coordination des politiques budgétaires et structurelles, au niveau européen, devra faire coïncider objectifs communs et défis communs l'agenda de la coordination des politiques économiques nationales ne sera plus ex

post mais ex ante ; ceci signifie que les programmes nationaux seront soumis avant adoption nationale à un passage obligatoire aux procédures du semestre européen, qui de janvier à décembre de chaque année examinera les résultats des outils de surveillance.

• **La sanction :** dotées d'un caractère progressif, les sanctions devraient intervenir le plus en amont possible. Leur contenu, à savoir «le montant des amendes», reste encore flou et sont toujours en discussion entre le Conseil et le Parlement. De plus, le côté incitatif est «cruellement manquant».

• **Le social :** le semestre européen touche aux dépenses juridiques donc aux conditions d'emplois et aux prestations sociales. Les acteurs sociaux ne sont guère associés à la mise en œuvre de ce dispositif. Les partenaires sociaux sont pourtant concernés au premier chef. Sans dialogue social, sans débat avec la société civile si présente dans la protection sociale, le meilleur dispositif politique et technique rencontrera une hostilité croissante des populations vers l'Union européenne. ■

## The European Semester

*One step closer to the European Union's economic governance*

**2**010 was a turbulent year for the public finances of many States in the euro zone, and it isn't over yet. Deficits and the explosion of debt led to austerity measures and, in some extreme cases (e.g. Greece, Portugal and Spain) to a complete reevaluation of social rights. A conjunction of factors occurred during this annus horribilis: the transfer of private debt to public debt (to "save the financial system"), a drop in tax returns and high unemployment. The Economic and Monetary Union's (EMU) weaknesses and the disparity in the competitiveness between member States of the euro zone also became clear.

Coordination and surveillance measures are insufficient in balancing the interdependence of these countries.

The European semester intends to solve

the inability of the EMU's economic governance to tackle today's challenges

• **The European semester consists in:** states showing structural reforms in the form of a national reform program; budgetary surveillance in the form of a growth and stability pact based on rules pertaining to national budgets (accounting, statistics and provisions); a new procedure containing an operating report with common indicators to survey nano-economic instabilities.

• **The Procedure :** synchronizing the evaluation and coordination of budgetary and structural policies on the European level must ensure that common objectives coincide with common challenges; the timetable for coordinating national economic policies will no longer be ex post but

ex ante. This means that from January to December of each year, national programs will have to go through the European semester process which will study the results of the surveillance tools.

• **Sanctions :** sanctions will be gradual and should be enforced as early as possible. Specifics such as "the amount of the fine" remain ambiguous and are still being discussed by the Council and the Parliament. And what's more, the incentive aspect is "gravely lacking".

• **The Social Aspect :** because the European semester concerns legal expenses it also has repercussions on working conditions and social benefits. Actors of the social arena are hardly included in the implementation of this scheme despite being those chiefly concerned by it. Even the best political and technical structures of the E.U. will face increasing hostility from the public if there is no social dialogue or debate with civil society which is so involved in social protection. ■

## Trafic d'êtres humains en Europe



L'Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) a lancé le 8 mars, un fonds pour aider les victimes de trafic humain : personnes en proie à une exploitation sexuelle, de travail et de mendicité forcée.

L'ONUDC estime qu'en Europe, seul le trafic représente plus de 3 milliards de dollars et environ 140.000 personnes en seraient victimes. Des chiffres plus élevés sont avancés par Europol, qui estime qu'environ 270.000 femmes et hommes sont concernés. Au niveau mondial, près de 3.500.000 personnes sont touchées et ce trafic génère environ 23 milliards d'euros. ■



## Axa loge la «diplomatie» européenne

Ceci n'est pas un produit dérivé mais une bonne opération financière toutefois bien nommée : «The capital». Il s'agit d'un immeuble de bureaux, situé Rond Point Schuman, lieu saint des institutions européennes, dont la location à la Commission européenne apparaît à Bruxelles, comme «La» transaction locative de l'année 2011. Ses 54.729 m<sup>2</sup> hébergeront la «Haute» Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères de l'Union européenne. Le propriétaire Axa encaisse, pour un bail de 23 ans, un loyer annuel de 12,5 millions d'euros, à rapprocher des 1500 à 1750 personnes abritées.



La Commission du Budget au Parlement européen a voté, à une seule voix près, cette nouvelle installation. De nombreux parlementaires ont qualifié ce dossier de «mal ficelé» ... de «jeu de dominos qui risque de coûter très cher», regrettant l'absence de «vision globale sur les besoins de l'Europe».

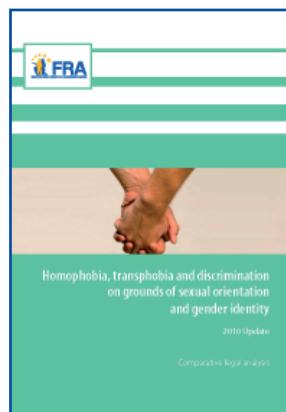
Reste à espérer, même si l'exercice s'avère difficile, que «The Capital» soit propre à de bons dividendes pour une diplomatie européenne, dont sa chef, Catherine Ashton, s'est encore récemment illustrée par son refus de soutenir l'opposition au régime de Kadhafi. ■

## La Grèce : pas du tourisme pour 144 personnes dans un espace de 110 m<sup>2</sup>

L'agence européenne des droits fondamentaux (FRA) a qualifié dans un rapport public le 8 mars «d'inhumaines» les conditions de détention de migrants clandestins provenant de Turquie. «Les personnes, y compris les femmes enceintes et les familles avec leurs enfants sont détenus dans des conditions inhumaines» dénoncent les équipes de l'Agence faisant état de 144 détenus partageant un espace de 110 m<sup>2</sup> avec seulement un WC, une douche froide et pas de chauffage par des températures

autour de zéro degré».

Pourtant, la Commission européenne avait débloqué 9,8 millions d'euros pour aider la Grèce à ses besoins urgents dans les domaines d'asile et de migrations. Des experts avaient aussi été envoyés sur place. Des efforts qui n'ont cependant pas empêché la Cour européenne des Droits de l'Homme, le 21 janvier 2011, de condamner la Grèce (et la Belgique) pour ses graves défaillances en matière d'accueil des migrants et de traitement des demandes d'asile. ■



## Industrial Relations in Europe 2010

Luxembourg: Publications Office of the European Union, 2011 European Commission



The economic crisis presented considerable challenges to industrial relations across the EU. This report reviews trends and developments in the relationship between workers, employers, their respective representatives and public authorities during 2008-10. After an overview of the main characteristics of industrial relations and the role and challenges of social partners and social dialogue in the context of the crisis, the report focuses wage flexibilisation, minimum wage and the transition to a low-carbon economy. Finally, the last chapters give an overview of EU-level social dialogue and legislative developments – (Publication available in English only).

## La richesse autrement Alternatives économiques

Poche 48, en partenariat avec France Inter - Mars 2011



Qu'est-ce que la richesse ? Comment mesurer le progrès ? Questions candides qui débutent cet ouvrage, mais en rien naïves tant la question des indicateurs suppose les réponses à apporter à toute problématique de crise. Cet Alter Eco Poche a pour ambitions de fournir des «repères citoyens pour que ces questions sortent des tours d'ivoire des économistes et des statisticiens». Illustré avec un humour pertinent, cet ouvrage est une aide précieuse à la boussole qui doit accompagner le pilotage de nos actions et activités.

## L'entreprise autrement

Freddy Sarfati

L'Harmattan, 2010



Dans cet ouvrage, Freddy Sarfati y raconte l'expérience humaine et industrielle qu'il a vécue avec sa famille et celle de son partenaire, à la tête de l'entreprise qu'ils ont fondée. Une entreprise qui a toujours refusé les logiques de profit et les méthodes de gestion de l'entreprise, soumise à la concurrence mondiale, à la hiérarchie et que l'auteur qualifie de «toxique». Grâce à une autre manière d'entreprendre, où l'efficacité par l'échange et le bien être priment, cette entreprise industrielle atypique a

su maintenir une croissance et un profit constants, doublant son chiffre d'affaire tous les cinq ans et ne procédant qu'à un seul licenciement en trente quatre ans.

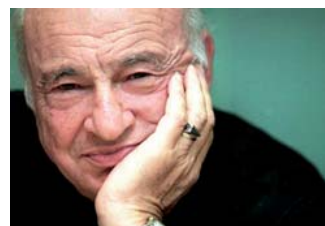
## La voie

Edgar Morin

Editions Fayard 2011



Keneth Boulding, économiste, poète, philosophe un tantinet mystique, nous interpellait il y a une vingtaine d'années : «Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste». Edgar Morin, étant ni l'un, ni l'autre, prône le remplacement de l'idée fixe de croissance «par un complexe comportant croissances diverses, décroissances diverses, stabilisations diverses». A contrario de l'aveuglement d'une éducation hyperspécialisée qui remplace «les anciennes ignorances, du recul des activités publiques au profit des activités privées» primauté des investissements spéculatifs, internationaux et des dérèglementations généralisées,



l'auteur suggère le retour à des activités non monétarisées, aux services mutuels, à l'usage de biens communs «mais aussi et surtout tout ce qui ne peut être calculé ni mesuré : la joie, l'amour, la souffrance, la dignité, autrement dit le tissu même de nos vies». Sinon, décidément la fin du monde sera si triste !

## Manifeste d'économistes atterrés

Editions Les liens qui libèrent, 2010



Les décideurs européens ont-ils appris à envisager d'autres paradigmes suite aux crises financière, économique et sociale ? En un premier temps, suivant l'automne 2008, la réponse apparaissait positive - encore que sans plans significatifs, mais l'envie semblait sincère d'une régulation démocratique et significative. Hélas la soumission de la Commission, dénoncée par les élus de toutes tendances du Parlement européen, aux consultants issus ou appartenant à la «sphère de la Haute Finance», met en danger l'avenir du projet européen.

Dans ce livret, dix fausses évidences, mal fondées scientifiquement, sont dénoncées par des universitaires d'écoles diverses. D'autres choix sont mis en débat.

# XXXVII<sup>e</sup> Rencontre Ipse



# Varsovie

Lundi 4 et mardi 5 Juillet 2011

## L'individu, le collectif, au cœur des nouvelles solidarités

L'Ipse vous invite à participer à sa XXXVII<sup>e</sup> Rencontre

sur le thème :

### L'individu, le collectif, au cœur des nouvelles solidarités

- ✓ **Les métamorphoses du sentiment d'appartenance à un groupe, un collectif**
- ✓ **La solidarité : une méthode, une valeur devenue le fondement à la protection sociale collective et individuelle**
- ✓ **Quelle reconnaissance de la personne pour assurer la pérennité de la protection sociale solidaire ?**
- ✓ **La personne, l'intérêt général : Quelles prises en compte dans les activités des organismes mutualistes, paritaires et coopératifs ?**

***Réservez dès à présent vos dates!***

Le programme détaillé de la Rencontre sera bientôt disponible.